

HUMAN RIGHTS WATCH/AFRICA

Formerly Africa Watch

☐ 485 Fifth Avenue, New York, NY 10017-6104, TEL (212) 972-8400, FAX (212) 972-0905, Email: hrwatchnyc@igc.apc.org
☐ 1522 K Street, NW, #910, Washington, DC 20005-1202, TEL (202) 371-6592, FAX (202) 371-0124, Email: hrwatchdc@igc.apc.org
☐ 90 Borough High Street, London, UK SE1 1LL, TEL (71) 378-8008, FAX (71) 378-8029, Email: hrwatchuk@gn.apc.org

ABDULLAHI AN-NA'IM
Executive Director

JANET FLEISCHMAN
Washington Representative

KAREN SORENSEN
ALEX VINES

BERHANE WOLDEGABRIEL
Research Associates

BRONWEN MANBY
Consultant

Publication Immédiate
27 Avril 1994

En Cas de Besoin d'Informations:

Alison DesForges (716) 881-2758
Susan Osnos (212) 972-2257
Holly Burkhalter (202) 371-6592

Advisory Committee

William Carmichael, Chair
Alice L. Brown, Vice Chair

Roland Algrant

Robert L. Bernstein

Julius L. Chambers

Michael Clough

Roberta Cohen

Carol Corillon

Alison L. DesForges

Adrian W. DeWind

Thomas M. Franck

Gail M. Gerhart

Jack Greenberg

Alice H. Henkin

Robert Joffe

Richard A. Joseph

Thomas Karis

Russell Karp

Stephen L. Kass

John A. Marcum

Gay McDougall

Toni Morrison

Barrington Parker, III

James C. N. Paul

Robert Preiskel

Norman Redlich

Randall Robinson

Sidney S. Rosdeitcher

Aristide R. Zolberg

David S. Tatel

Howard P. Venable

Claude E. Welch, Jr.

Human Rights Watch/Africa a appris que deux représentants du "gouvernement rwandais" ont été reçus hier et sont reçus encore aujourd'hui par les autorités français. Il s'agit de Jérôme Bicomumpaka, nommé ministre des affaires étrangères par les militaires qui exercent le pouvoir dès la mort du feu président Juvénal Habyarimana, et Jean-Bosco Barayagwiza, qui dirige le parti CDR. Le parti CDR est très lié au parti MRND du feu président.

- Les milices des partis CDR et MRND ont lancé des massacres des milliers de civils innocents et sans armes depuis le 6 avril. D'après les témoignages des prêtres qui ont fui la généralement accompagné par un ou deux des militaires de l'armée rwandaise.

Les prêtres, comme les représentants du Médecins sans Frontières, ont décrit les massacres des civils à Butare, Gikongoro et Cyangugu. Ces régions, au sud du Rwanda, sont toutes éloignées des batailles entre l'armée rwandaise et le RPF. Les tueries qui ont lieu dans ces régions n'ont rien à voir avec les combats les deux armées.

D'après les plus récentes informations, 4,000 civils ont été tués à la paroisse de Shangi, 2,000 à Mibirizi et 800 à Nkanka, tous dans le diocèse de Cyangugu. Mgr. Thaddée Ntihinyurwa du diocèse de Cyangugu est allé chercher trois frères Joséphites à la paroisse de Nyamasheke. En essayant de les ramener, il a été arrêté à un barrage où les frères ont du sortir du véhicule pour être abattus sous les yeux de l'évêque.

Au diocèse de Gikongoro, 4,000 réfugiés ont été tué à Kibeho. A Butare, les prêtres disaient que les tueries des Tutsi et membres de l'opposition politique ont commencé mercredi après-midi le 20 avril et ont continué jour et nuit jusqu'au moment de leur départ samedi matin. L'évêque de Butare et beaucoup des prêtres de son diocèse sont renfermé à l'Evêché au séminaire de Karubanda.

Le vicaire général de l'archevêché de Bukavu, Zaire, en face de Cyangugu, a lancé un appel à l'ONU de libérer 5,000 personnes emprisonnées sans nourriture au stade de Cyangugu depuis le 15 avril. Un médecin et activiste des droits de l'homme a lancé un "au secours" désespéré de l'Hôtel des Milles Collines à Kigali.

**HUMAN
RIGHTS
WATCH**

KENNETH ROTH, Executive Director · CYNTHIA BROWN, Program Director · HOLLY J. BURKHALTER, Advocacy Director
GARA LAMARCHE, Associate Director · JUAN E. MÉNDEZ, General Counsel · SUSAN OSNOS, Communications Director
ROBERT L. BERNSTEIN, Chair · ADRIAN W. DEWIND, Vice Chair

Human Rights Watch is a not-for-profit corporation monitoring and promoting human rights in Africa, the Americas, Asia, the Middle East, and among the signatories of the Helsinki accords.

Il se trouve renfermé là-bas avec 500 personnes. Ils ont été assaillis, plusieurs fois par les militaires rwandais. Ils n'avaient ni nourriture ni d'eau depuis une semaine. Il y a des personnes blessées et des femmes qui accouchent à l'hôtel.

Pendant que les milices du CDR et du MRND tuent, le leader du CDR et le ministre des affaires étrangères du gouvernement rwandais se réunissent à Paris avec les fonctionnaires du Ministère de la Coopération, avec le Directeur du Département Africain et un conseiller au Quai d'Orsay et avec des fonctionnaires à l'Elysée. Ils doivent aussi visiter les autorités de la Communauté Européenne et de l'UNESCO. Ils demandent aussi permission de visiter Washington pour les pourparlers.

Human Rights Watch/Africa insiste que la communauté internationale refuse tout soutien à un régime bâti sur les milliers des cadavres des civils innocents. Elle déplore des pourparlers et n'importe quelle autre mesure qui pourrait signaler la possibilité qu'un tel régime serait un jour acceptable aux gouvernements légitimes.